



Etat et patronat en guerre contre les droits des salariés !

L'affaire Goodyear

Ne nous y trompons pas ; la condamnation de 8 syndicalistes, ex-Goodyear, à 9 mois de prison ferme par le procureur de la République, poursuit plusieurs objectifs :

- Dégrader encore plus l'image du syndicat qui ose dire NON aux licenciements « boursiers » (les syndicalistes de la CGT seraient des voyous).
- Dissuader les salariés de s'organiser en syndicat pour défendre leurs intérêts et exiger une gestion **industrielle** et non purement **financière** de leurs entreprises.
- S'assurer le droit de poursuivre en toute impunité la casse des emplois afin de satisfaire l'appétit d'une poignée d'actionnaires.

En retenant deux cadres de l'usine, ces syndicalistes entendaient faire pression sur la direction de Goodyear afin qu'elle renonce à licencier près de 1200 personnes, sans aucune justification économique.

Lois antisociales

Ca y est cette fois, les décrets précisant les modalités d'application des lois Macron et Rebsamen commencent à arriver.

La première vise à dégrader les conditions de travail des salariés en augmentant la flexibilité et complexifier les procédures d'actions prud'homales.

La deuxième s'attaque au droit de représentation des salariés : baisse du nombre d'élus, minoration de leur niveau d'information, fusion d'instance représentative, etc.

Tout cela sur fond de campagne « anti-syndicats » mise en place tous azimut au fil des déclarations.

Le coup de grâce devrait arriver avec la réforme promise du Code du Travail qui va sans doute encore accélérer la suppression d'autres acquis sociaux.

On lâche rien !

La semaine dernière, des dizaines de milliers de salariés, retraités et privés d'emploi, se sont rassemblés dans toute la France contre cette criminalisation des actions syndicales.

A Paris, les salariés de la RATP s'étaient également joints à ce mouvement.

Les fonctionnaires, les salariés du privé, les retraités, les privés d'emploi, les chauffeurs-taxi, les agriculteurs et bien d'autres, doivent impérativement s'unir pour exiger un autre modèle de société, plus égalitaire, plus juste et pour le respect de toutes celles et ceux qui se battent au quotidien pour l'obtenir. Tous dans la rue !



Droit de grève

Vendredi dernier, la direction s'est permise de convoquer un à un chaque salarié du montage (TA) ayant répondu à l'appel de la CGT à cesser le travail pour se joindre au rassemblement du jeudi 4 février devant la sous-préfecture.

En guise de réponse, les salariés convoqués ont débrayé pour réclamer la fin des pressions suite à l'utilisation du droit de grève.

Le droit de grève est un droit inscrit dans la Constitution, ces salariés ont bien fait de le faire respecter. Bravo à eux !

Affaire « Castmetal » : la justice enfin rétablie !

Rappel

La direction de Castm tal (fonderie de Colombier-Fontaine) avait eu connaissance de l'adhésion de dizaines de ses salariés au syndicat CGT. Cet  v nement faisait craindre à la direction de Castm tal, une remise en question des très mauvaises conditions de travail qu'elle impose depuis des années à l'ensemble des salariés.

Elle a donc décidé de licencier « ces empêcheurs d'exploiter en rond », non pas pour appartenance syndicale (la loi l'interdit formellement), **mais pour de faux motifs.**

Trop d'indices

Les salariés licenciés, aidés par l'Union Locale CGT d'Audincourt, ont demandé à la justice prud'homale de constater un trouble à la loi en matière de discrimination syndicale.

La Cour d'appel a jugé que les 4 salariés de Castmetal avaient été licenciés pour d'autres motifs que ceux invoqués par la direction. La Cour a considéré que ces salariés ont été licenciés en raison de leur appartenance syndicale !

La Cour d'appel a exigé la réintégration à leurs postes des 4 salariés licenciés : **un fait rarissime !**

C'est aussi grâce à vous

Souvenez-vous, ces salariés victimes de discrimination syndicale avaient obtenus le soutien de dizaines de leurs collègues de travail au cours d'une lutte de plusieurs semaines visant à demander à la direction de Castmetal de réintégrer les salariés injustement licenciés.

Notre syndicat avait organisé une collecte dans l'usine pour aider nos collègues de la fonderie à continuer leur combat. Votre solidarité leur avait permis de relever la tête. La décision de la Cour d'appel vient de confirmer que TOUS, nous avons raison.

Merci à toutes celles et ceux qui ont apporté leur soutien à cette lutte.

Une belle victoire dans un contexte nationale d'atteinte aux libertés fondamentales, qui fait du bien.

Externalisations :  a continue !

Après l'activité de « support local au poste » des services informatiques de PSA vendue à Proservia, fin 2015, c'est au tour de deux nouvelles activités de la DSIN d'être vendue au Groupe Capgemini.

En agissant ainsi, la direction de PSA fait une nouvelle fois la preuve qu'elle ment aux représentants du personnel. En effet, elle avait juré lors du dernier Comité Paritaire Stratégique, qu'aucune autre activité ne serait vendue après celles de Belchamp et du ferrage de Sochaux, l'année dernière.

Une nouvelle fois, la direction utilise l'article L1224-1 du Code du Travail pour se débarrasser, non seulement, des activités, mais aussi des salariés. Des hommes et des femmes salariés pour certains, depuis des dizaines d'années, que l'on jette en pâture chez un sous-traitant. Un article du code du travail dévoyé par PSA, cette disposition devant protéger les salariés contre le licenciement lorsque l'entreprise à laquelle ils appartiennent rencontre de réelles difficultés économiques.

Cette nouvelle externalisation forcée s'inscrit, (comme les autres en 2015, d'ailleurs), dans un contexte économique très favorable pour PSA puisque la direction s'apprête à annoncer des bénéfices nets records de plus d'un Milliard d'euros ! Pour la CGT, ces services, comme les autres, ont toute leur place dans l'entreprise, ayant contribué à son enrichissement, et n'ont aucune raison valable d'être confiés à des sous-traitants.

Le Groupe Capgemini est présenté comme une entreprise socialement exemplaire alors qu'il pratique, comme beaucoup, des mesures de discrimination et de répression syndicale de plus en plus connues et reconnues. Sa politique de délocalisation au Maroc et en Inde est aussi à craindre pour les salariés que PSA entend vendre à Capgemini, en matière de pérennité de leurs emplois.

Pour la CGT, c'est simple : les services de la DSIN doivent rester en interne !